



Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO au CSA-SD de la Lozère du 11 février 2025

Mesdames et Messieurs les membres du CSA de Lozère,

Alors que l'École publique manque de tout, le budget d'austérité sans précédent que le premier ministre Bayrou vient d'imposer par 49.3 consacre la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves.

La décision d'abandon des 2 jours de carence supplémentaires pour les fonctionnaires ne peut être considérée comme une avancée. En réalité, on a simplement évité un recul des droits. Les fonctionnaires continuent d'avoir un jour sec de carence, non compensé, contrairement à ce qui se pratique dans l'écrasante majorité des entreprises du secteur privé. Baisser le salaire des agents malades de 10% et maintenir un jour de carence, c'est une attaque inacceptable contre leurs droits et leur santé. Les difficultés financières vont s'ajouter à la maladie. C'est la double peine. Cette mesure remet en cause le principe fondamental de la protection sociale des malades. Elle s'ajoute à l'indignation massive déclenchée par l'imposition à coup de 49.3 encore de la réforme des retraites Macron Borne dont nous revendiquons toujours l'abrogation. Cette baisse du salaire des agents malades est particulièrement cynique car la principale responsable de la dégradation de la santé des agents, c'est la politique menée par les gouvernements successifs de suppressions de postes et de contre réformes qui détruisent les services publics, ainsi que la pénurie de médecine du travail dans l'Education Nationale.

Pour la FNEC FP-FO, l'acte 2 de l'École Inclusive qui prévoit la fermeture de postes en ESMS impose aux personnels de l'éducation nationale des responsabilités qui ne sont pas les leurs, avec pour corollaire une spectaculaire atteinte à leur santé physique et mentale dont la plupart des fiches SST sont le reflet sans appel.

La ministre Borne annonce aussi la création de 2 000 postes d'AESH, qui était déjà prévue par le gouvernement Barnier. Chacun sait qu'un poste d'AESH créé n'équivaut pas à un personnel recruté, faute de candidats tant les salaires sont bas et les conditions de travail dégradées. Déjà, de son propre aveu, tous les postes ne sont pas pourvus. Plus que jamais, la FNEC FP-FO revendique un statut de fonctionnaire de catégorie B avec un temps complet pour 24h d'accompagnement et l'abandon des PIAL et des PAS.

La FNEC FP-FO défend résolument le droit pour tous les élèves de pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté. Elle défend l'enseignement spécialisé, ses postes, ses classes et ses établissements sociaux et médico-sociaux.

La ministre Borne voudrait que l'on applaudisse à l'annulation des 4 000 suppressions de postes d'enseignants. Pourtant la rentrée s'annonce dégradée : moins 470 postes dans le premier degré, alors que la situation dans les écoles explose, création de seulement 324 postes dans le 2d degré et 170 postes de CPE quand 542 postes sont déjà fléchés pour poursuivre en 4ème et 3ème le «Choc des savoirs », aucune création de postes pour les personnels administratifs, infirmiers, médicaux- sociaux, et d'encadrement qui sont en nombre notoirement insuffisant !

Cette suppression de 470 postes se traduit donc par une perte de 3 postes pour le département, perte soi-disant justifiée par la baisse des effectifs d'environ 127 élèves.

L'école publique est exsangue. La baisse des effectifs devrait permettre de reprendre un peu d'énergie pour gérer l'inclusion, les élèves à besoins éducatifs particuliers... elle ne sert au contraire qu'à masquer la destruction programmée de l'école publique.

Nous n'oublions pas qu'un rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR), préconise la fermeture de près de 2 000 écoles afin de récupérer pratiquement 5 000 postes d'enseignants !

Comme on pouvait s'y attendre c'est en zone rurale que les fermetures pleuvent, malgré la priorité affichée par le ministère et le rectorat d'accompagnement de ces territoires.

Dans cette situation générale particulièrement préoccupante, la FNEC FP-FO maintient toutes ses revendications :

- Annulation des suppressions de postes et création de tous les postes statutaires nécessaires !
- Abandon de l'acte 2 de l'école inclusive !
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH à hauteur des besoins !
- Augmentation des salaires et du point d'indice : 10% tout de suite !
- Abandon des contre-réformes !
- Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !
- Retrait de toutes les mesures qui détruisent l'École publique !

Nous vous remercions pour votre attention.